PROCES VERBAL

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

2020/II

Séance du 23 mai 2020

La convocation a été adressé individuellement à chaque membre du conseil municipal le 18 mai 2020 pour la session ordinaire du 23 mai 2020 à 18 heures à la salle des fêtes. Sous la présidence du Maire Stéphane ERMANN.

Présents : Michel THOMAS – Nathalie JAMBOIS – Jean-Claude SANDONATO -- CHRISTEN Mireille -- BRADLEY Nathalie – LIMON Angélique -- CARON Julie -- ROSARIO Mike – BURGIN Joël – DEVANTAUZ Didier – Jean-Bernard BERGER – DELEBEQUE Morgan – MARCHAL André.

Absent : – Fabrice LEROUX excusé, pouvoir ERMANN Stéphane

ORDRE DU JOUR

DCM 2020/II/1 : délégations d'attributions du Conseil Municipal au Maire.

DCM 2020/II/2 : Détermination du nombre d'adjoints à élire

DCM 2020/II/3: Indemnité du Maire et des adjoints

DCM 2020/II/1 : délégations d'attributions du Conseil Municipal au Maire.

Vu les articles L 2122-22 et L 21122-23 du code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il y a intérêt en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, à donner à Monsieur le Maire une partie des délégations prévues par l'article L2122-22 du CGT

Le conseil municipal décide :

Le Maire est chargé, pour la durée du présent mandat, et par délégation du conseil municipal :

1. d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
2. de procéder, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
3. de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
4. de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux d'un montant inférieur à 90.000€ hors taxes - ainsi que toute décision concernant leurs avenants – de prendre toute décision concernant le règlement de marchés de fournitures et de services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
5. de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
6. de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
7. de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
8. d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
9. de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
10. de fixer dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines) le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

11. de décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
12. de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
13. d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme - la commune est titulaire du Droit de Préemption Urbain par décision municipale du 24.05.2012 - de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal soit à hauteur de 30 000€
14. d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ;
15. de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;
16. de donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
17. d'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.
18. de signer la convention prévue par le 4^{ème} alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le 3^{ème} alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

Le conseil municipal prend acte :

- que la présente délibération est à tout moment révocable ;
- que le maire rendra compte à chaque réunion de conseil municipal de l'exercice de cette délégation ;

Conformément à l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales, les compétences déléguées par le conseil municipal pourront faire l'objet de l'intervention du premier adjoint en cas d'empêchement du maire.

DCM 2020/II/2 : Détermination du nombre d'adjoints à élire

Après en avoir délibéré, sous la présidence du Maire, le conseil, à l'unanimité, fixe à 03 le nombre d'adjoints à élire.

DCM 2020/II/3: Indemnité du Maire et des adjoints

Le Maire donne lecture aux membres du conseil municipal des dispositions relatives au calcul des indemnités de fonction des maires et des adjoints et l'invite à délibérer sur les barèmes applicables au 1 janvier 2020.

Le barème applicable pour la commune de RECHICOURT LE CHATEAU dont la population se situe entre 500 et 999 habitants est basé sur le taux maximal de 40.3% de l'indice brut 1027 correspondant à l'indice majoré 830 soit une indemnité de 1 567.43 € brut par mois pour le maire et un taux maximum de 10.7% pour les adjoints soit un montant de 416.17€ brut par mois.

Après en avoir délibéré, les conseillers présents décident à l'unanimité de fixer :

- l'indemnité du maire au taux de 37.3% de l'indice brut 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique soit 1 450.74 € brut par mois à compter du 23 mai 2020.
- l'indemnité des adjoints au taux de 8,25% de l'indice brut 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique soit 320.87 € brut par mois à compter du 23 mai 200.

La présente délibération est valable pendant la durée du mandat sauf décision modificative prise par l'assemblée municipale.